

BUDGET DE DÉPENSES 2003-2004

Faits saillants

Faits saillants du Budget de dépenses
déposé à l'Assemblée nationale
par monsieur Joseph Facal,
ministre d'État à l'Administration et à la Fonction publique,
ministre responsable de l'Administration et de la Fonction publique
et président du Conseil du trésor,
le 11 mars 2003.

Conseil du trésor

Québec 

Dépôt légal — 1^{er} trimestre 2003
ISSN 0706-0319
ISBN 2-550-40588-9
Bibliothèque nationale du Québec
© Gouvernement du Québec, 2003

Message du Président du Conseil du trésor

UN ÉTAT AU CŒUR DU CHANGEMENT : DES CHOIX ÉCLAIRÉS POUR FAIRE PROGRESSER LE QUÉBEC

Depuis huit ans, le gouvernement a multiplié ses efforts pour assainir les finances publiques, alléger le fardeau fiscal et doter le Québec de programmes sociaux à la fois progressistes et responsables. Tous ensemble, nous avons fait la preuve que la prospérité économique, la rigueur budgétaire et le progrès social, non seulement vont de pair, mais se renforcent mutuellement.

Le Budget de dépenses 2003-2004 allie rigueur et progrès. Il préserve l'équilibre budgétaire pour une sixième année consécutive tout en mettant l'accent sur les priorités retenues dans « Horizon 2005 : Plan d'action pour un Québec meilleur ». La discipline budgétaire à laquelle nous nous sommes astreints permet de réinvestir dans les services aux citoyens tout en gardant stable le poids des dépenses dans l'économie.

La qualité de vie des Québécoises et des Québécois passe par un État moderne, efficace et près des gens. Les citoyens s'attendent à ce que chaque dollar dépensé soit géré avec rigueur. Ils veulent un État efficace, qui offre des services de qualité et faciles d'accès. Un État à leur service !

Je suis convaincu que les choix budgétaires arrêtés dans le Budget de dépenses 2003-2004 contribueront à mieux servir le citoyen et à rendre le Québec plus fort.

La discipline budgétaire aidant, l'État québécois continue d'être au cœur des changements qui font progresser notre société.

Joseph Facal

EN BREF

- ❑ Un budget de dépenses qui allie rigueur et progrès
 - respect de l'équilibre budgétaire pour une sixième année consécutive ;
 - poids des dépenses de programmes dans l'économie québécoise maintenu stable depuis 1999-2000 ;
 - dépenses totales de 53,6 milliards de dollars en 2003-2004, dont 46,6 milliards de dollars alloués aux dépenses de programmes et 7,0 milliards de dollars pour le service de la dette.

- ❑ Des choix pour rendre le Québec meilleur
 - santé et services sociaux : ajout budgétaire de presque 1,7 milliard de dollars depuis un an ;
 - éducation : ressources additionnelles de 657 millions de dollars pour un milieu d'enseignement plus stimulant ;
 - conciliation travail-famille : 203 millions de dollars supplémentaires pour poursuivre l'objectif de 200 000 places en services de garde d'ici 2005.

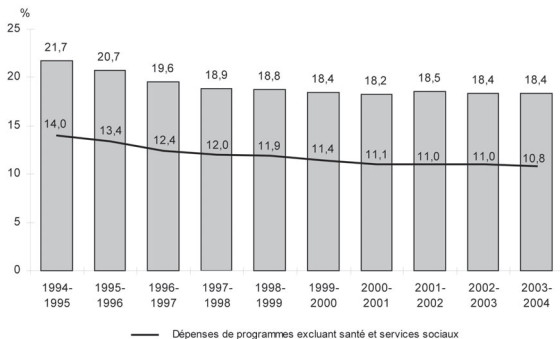
- ❑ Un État moderne, efficace et près des gens
 - nouveaux services en ligne pour simplifier l'accès aux services gouvernementaux ;
 - actions concrètes pour une fonction publique à notre image.

1. UN BUDGET DE DÉPENSES QUI ALLIE RIGUEUR ET PROGRÈS

- Croissance budgétaire largement influencée par la santé :
 - dépenses de programmes en hausse de 5,6 % ;
 - hausse de 3,7 % avant l'ajout provenant de la proposition fédérale du 5 février 2003 en santé.

- Pas d'augmentation du poids des dépenses de programmes dans l'économie :
 - niveau stable depuis 1999-2000 ;
 - en baisse continue, mis à part les dépenses en santé et services sociaux.

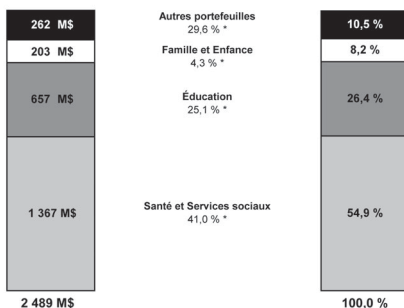
ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES EN POURCENTAGE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT



2. DES CHOIX POUR RENDRE LE QUÉBEC MEILLEUR

- ❑ Croissance de 2,5 milliards de dollars des dépenses de programmes, dont plus de la moitié à la santé.
- ❑ Presque 90 % des ressources additionnelles à trois secteurs prioritaires :
 - 55 % de la croissance en santé, qui compte pour 41 % du budget de dépenses ;
 - 26 % d'augmentation en éducation, ce qui équivaut à sa part du budget de dépenses ;
 - 8 % pour la famille et l'enfance, soit presque le double de sa part du budget de dépenses.
- ❑ Autres portefeuilles : 10,5 % de la croissance, bien que représentant près de 30 % du budget.

SOURCES DE CROISSANCE DES DÉPENSES DE PROGRAMMES EN 2003-2004



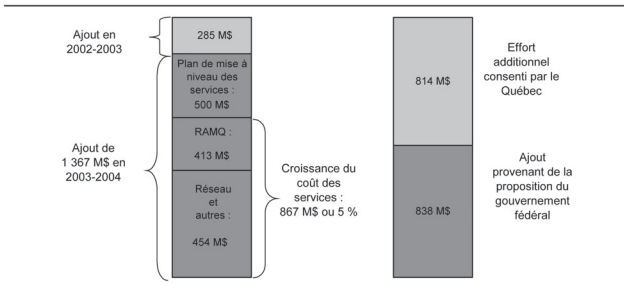
* Poids dans les dépenses de programmes 2003-2004 dont le total est 46 593 M\$

A) SANTÉ : DES INVESTISSEMENTS SUPPLÉMENTAIRES DE PRESQUE 1,7 MILLIARD DE DOLLARS DEPUIS UN AN

- Enveloppe budgétaire portée de 17,5 milliards de dollars à 19,1 milliards de dollars depuis le début de l'exercice financier 2002-2003.
- Contribution additionnelle du Québec équivalente à l'ajout provenant de la proposition fédérale du 5 février 2003.
- Nouveaux investissements comprenant :
 - 867 millions de dollars pour assumer la croissance du coût des services dans le réseau et à la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) ;
 - 500 millions de dollars pour la mise à niveau des services dans le cadre du plan d'action « *Pour faire les bons choix* » ;
 - 285 millions de dollars pour la récurrence de dépenses additionnelles encourues en 2002-2003.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

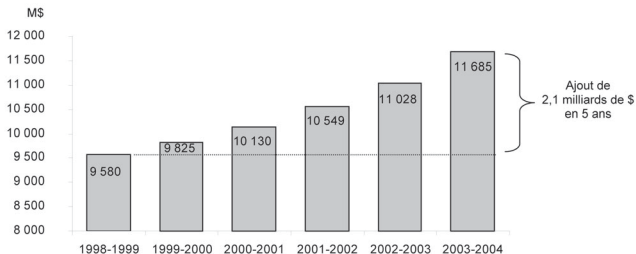
CROISSANCE DE 1 652 MILLIONS DE DOLLARS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2002-2003



B) ÉDUCATION : 657 MILLIONS DE DOLLARS DE PLUS POUR FAIRE DE L'ÉCOLE UN MILIEU STIMULANT

- Enveloppe de dépenses de 11,7 milliards de dollars en 2003-2004, une augmentation de 6 % ou 657,1 millions de dollars.
- Nouveaux investissements comprenant :
 - 395 millions de dollars pour la croissance du coût des services ;
 - 262 millions de dollars pour la poursuite de projets axés sur la réussite scolaire, comme « Agir tôt pour réussir » et « Ça bouge après l'école ».
- Depuis 1998-1999, investissements supplémentaires de 2,1 milliards de dollars en éducation.

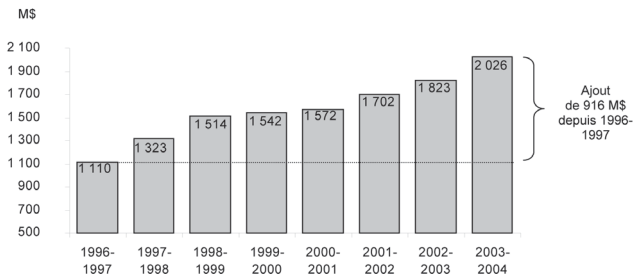
ÉVOLUTION DES DÉPENSES DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION



C) AJOUT DE 200 MILLIONS DE DOLLARS POUR MIEUX CONCILIER TRAVAIL ET VIE DE FAMILLE

- ❑ Enveloppe de dépenses de 2 milliards de dollars consacrée au portefeuille « Famille, Enfance et Condition féminine » en 2003-2004, presque le double de celle qui prévalait avant la mise en place de la politique familiale en 1997.
- ❑ Croissance de 203,1 millions de dollars ou 11,1 %.
- ❑ Poursuite du développement des places en services de garde : 38 000 places à réaliser pour atteindre l'objectif de 200 000 places en 2005-2006.

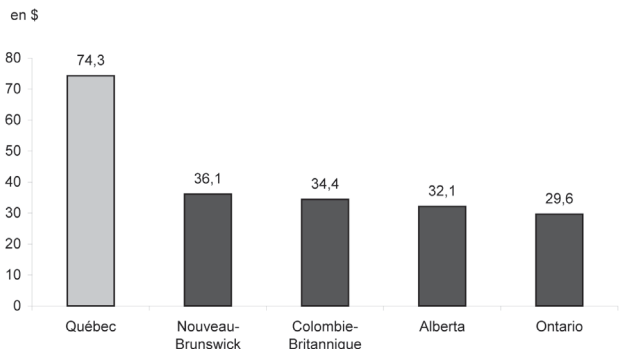
ÉVOLUTION DES DÉPENSES DANS LE SECTEUR FAMILLE ET ENFANCE



D) MEILLEURE QUALITÉ DE VIE ET PROSPÉRITÉ POUR TOUS

- Nouvelles initiatives pour assurer le plein emploi et stimuler l'investissement, incluant 42 millions de dollars pour le plan d'action Québec-Régions.
- Ressources additionnelles pour concrétiser des engagements gouvernementaux :
 - 40 millions de dollars pour la Stratégie de lutte contre la pauvreté ;
 - plus de 50 millions de dollars dans le domaine de la culture, dont 20 millions de dollars pour la nouvelle politique du cinéma ;
 - 12 millions de dollars pour favoriser un « QUÉBEC VERT ».

DÉPENSES CULTURELLES PAR HABITANT, QUÉBEC ET PROVINCES CANADIENNES 1999-2000



3. UN GOUVERNEMENT MODERNE, EFFICACE ET PRÈS DES GENS

- COMPÉTENCE, IMPARTIALITÉ, INTÉGRITÉ, LOYAUTÉ et RESPECT** : des valeurs essentielles en matière de services aux citoyens, réaffirmées dans la « *Déclaration de valeurs de l'administration publique québécoise* » déposée à l'Assemblée nationale en novembre 2002.

- De nouveaux services en ligne pour un État près des gens :
 - accès en mode transactionnel au service de changement d'adresse et à la trousse de démarrage d'entreprise ;

 - guichet unique pour les appels d'offres des ministères et organismes publics et parapublics, un marché estimé à 10 milliards de dollars annuellement ;

 - informations sur les offres d'emploi de la fonction publique accessibles plus facilement.

- Rajeunissement et diversité pour une fonction publique à notre image :
 - mise en œuvre des plans d'actions pour tirer profit de toute la richesse de la société québécoise, de sa diversité culturelle et d'une variété d'expériences et d'expertises.

4. CONCLUSION

Le Québec connaît présentement une prospérité enviable qui redonne à notre État national la capacité de faire des choix progressistes. Nous récoltons aujourd'hui les fruits de nos efforts pour assainir les finances publiques.

Joseph Facal

